1. Quelles sont les sociétés à risque limité ?
 - A. La SA, la SCA, la SAS et la SARL
 - B. La SA, la SCA, la SARL, la SAS et la SCS
 - C. La SA, la SCA, la SAS, la SNC et la SARL
 - D. La SARL, la SA, la SAS, la SCA et l'EURL

2. Quel est le nombre minimal des associés d'une SA non cotée ?
 - A. 1
 - B. 2
 - C. 5
 - D. 7

3. Quels sont les apports autorisés dans une SA ?
 - A. Les apports en nature
 - B. Les apports en numéraire
 - C. Les apports en nature et en numéraire
 - D. Les apports en nature, en numéraire et en industrie

4. La création d'une société exige le respect des formalités de rédaction des statuts et des formalités de publicité. Citez trois formalités de publicité.
 - A. Dépôt des statuts au BODACC, insertion d'un avis au tribunal de commerce, publication au RCS
 - B. Insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales, publication au greffe du tribunal de commerce, immatriculation au bureau des hypothèques
 - C. Publication au BODACC, demande d'immatriculation au RCS, dépôt des statuts au greffe du tribunal de commerce
 - D. Dépôt des statuts au RCS, publication au BODACC

5. En contrepartie de ses apports, l'associé reçoit des droits sociaux, lesquels ?
 - A. Des parts sociales dans les SCS et les SCA et des actions dans les sociétés par actions
 - B. Des parts sociales dans les sociétés de personnes et des actions dans les sociétés par actions
 - C. Des parts sociales dans les SCA et des actions dans les sociétés par actions
 - D. Des parts sociales dans les SARL et des actions dans les SNC

6. Quel est le nombre d'administrateurs d'une SA ?
 - A. Trois membres au minimum, dix-huit au maximum
 - B. Trois membres au minimum, douze au maximum
 - C. Trois membres au minimum, seize au maximum
 - D. Trois membres au minimum, dix-neuf au maximum

7. Quelle est la nature de la responsabilité civile des dirigeants de société ?
 - A. Civile
 - B. Contractuelle
 - C. Délictuelle
 - D. Pénale

8. Dans quel cas faut-il prouver une faute séparable des dirigeants ?
- A. En cas de mise en cause de la responsabilité civile des dirigeants à l'égard de la société
 - B. En cas de mise en cause de la responsabilité civile des dirigeants à l'égard des tiers
 - C. En cas de mise en cause de la responsabilité pénale des dirigeants
 - D. En cas de mise en cause de la responsabilité civile des dirigeants à l'égard des associés
9. Quelle est la définition de la faute séparable des dirigeants ?
- A. Faute séparable, distincte des fonctions sociales
 - B. Faute intentionnelle, distincte des fonctions sociales
 - C. Faute commise intentionnellement, d'une particulière gravité, incompatible avec l'exercice normal des fonctions sociales
 - D. Faute intentionnelle, d'une particulière gravité, incompatible avec l'exercice normal des fonctions sociales
10. Combien de membres composent le directoire d'une société anonyme cotée ?
- A. 2 minimum 5 maximum
 - B. 2 minimum 6 maximum
 - C. 3 minimum 7 maximum
 - D. 2 minimum 7 maximum
11. Un « directeur général unique » peut être désigné dans les SA dont le capital social est inférieur à :
- A. 100.000 euros
 - B. 150.000 euros
 - C. 200.000 euros
 - D. 250.000 euros
12. La rémunération des administrateurs d'une société anonyme est fixée par
- A. le conseil d'administration
 - B. le directeur général
 - C. l'assemblée générale des actionnaires
 - D. le commissaire aux comptes
13. Le directeur général et administrateur d'une société anonyme peut devenir salarié si
- A. la société ne dépasse pas un effectif de 250 salariés et un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros
 - B. la société ne dépasse pas un effectif de 200 salariés et un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros
 - C. la société ne dépasse pas un effectif de 150 salariés et un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros
 - D. la société ne dépasse pas un effectif de 100 salariés et un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros
14. Le directeur général d'une société anonyme peut être révoqué
- A. sans indemnité, sans préavis, sans motif

- B. sans indemnité, sans préavis, pour juste motif
C. sans motif, avec indemnité, sans préavis
D. sans motif, sans indemnité, avec préavis
15. Le nombre maximal de directeurs généraux délégués est de
A. 4
B. 5
C. 6
D. 3
16. Quelle est la durée du mandat du directoire ?
A. Entre 2 et 7 ans
B. Entre 2 et 5 ans
C. Entre 2 et 4 ans
D. Entre 2 et 6 ans
17. Les sociétés anonymes peuvent
A. émettre des actions de priorité à droit de vote double
B. émettre des actions de préférence à droit de vote multiple
C. émettre des actions privilégiées
D. émettre des obligations à droit de vote
18. Les assemblées générales ordinaires sont compétentes pour
A. l'affectation des dividendes
B. la distribution des coupons
C. l'affectation des bénéfices
D. le changement de nationalité
19. L'assemblée générale ordinaire est réunie
A. dans les trois mois de la clôture de l'exercice
B. dans les quatre mois de la clôture de l'exercice
C. dans les six mois de la clôture de l'exercice
D. dans les cinq mois de la clôture de l'exercice
20. Le quorum d'une assemblée générale ordinaire est, sur première convocation,
A. de 20 % du capital social
B. de 20 % des actions assorties d'un droit de vote
C. de 25 % des actions assorties d'un droit de vote
D. de 25 % du capital social
21. Les voix exprimées
A. ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.
B. comprennent celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.
C. ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

D. comprennent celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

22. L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour

- A. approuver les comptes
- B. approuver les comptes et modifier l'objet social
- C. augmenter le capital social
- D. approuver une convention réglementée

23. La clause d'agrément dans les statuts d'une société anonyme

- A. n'est pas autorisée entre associés
- B. n'est pas autorisée dans le cercle familial des associés
- C. est interdite
- D. est autorisée dans le cercle familial des associés

24. Le quorum d'une assemblée générale extraordinaire est, sur deuxième convocation,

- E. de 20 % du capital social
- F. de 20 % des actions assorties d'un droit de vote
- G. de 25 % des actions assorties d'un droit de vote
- H. de 25 % du capital social

25. Les conventions réglementées sont celles

- A. intervenant indirectement ou par personne interposée entre la société anonyme, d'une part, et un dirigeant ou un actionnaire détenant plus de 10 % des DDV d'autre part
- B. intervenant directement ou par personne interposée entre la société anonyme, d'une part, et un dirigeant ou un actionnaire détenant plus de 20 % des DDV d'autre part
- C. intervenant indirectement ou par personne interposée entre la société anonyme, d'une part, et un dirigeant ou un actionnaire détenant plus de 20 % des DDV d'autre part
- D. intervenant directement ou par personne interposée entre la société anonyme, d'une part, et un dirigeant ou un actionnaire détenant plus de 10 % des DDV, d'autre part

26. Les conventions réglementées dans les SA sont celles

- A. intervenant entre la société anonyme et une autre société anonyme, à laquelle un dirigeant ou un actionnaire significatif est indirectement intéressé
- B. intervenant entre la société anonyme et une autre société, à laquelle un dirigeant ou un salarié est directement intéressé
- C. intervenant entre la société en nom collectif et une autre société, à laquelle un dirigeant ou un actionnaire significatif est indirectement intéressé
- D. intervenant entre la société anonyme et une autre société, à laquelle un dirigeant ou un actionnaire significatif est directement ou indirectement intéressé

27. Les conventions réglementées à exécution successive

- A. sont examinées chaque année par le CA et communiquées au CAC
- B. sont examinées chaque année par le CAC et communiquées à l'AG
- C. sont examinées chaque année par le CA et communiquées à l'AG

- D. sont examinées chaque année par l'AG et communiquées au CAC
28. Les conventions réglementées conclues sans autorisation du CA
- A. sont annulées, si elles ont des conséquences dommageables pour la société
 - B. peuvent être annulées, si elles ont des conséquences dommageables pour la société
 - C. ne peuvent pas être couvertes par l'AG
 - D. peuvent être annulées par les parties intéressées à la convention
29. L'action en nullité d'une convention réglementée se prescrit par
- A. 2 ans
 - B. 3 ans
 - C. 4 ans
 - D. 5 ans
30. Une convention dite libre est celle
- A. conclue entre (i) une société-mère, société anonyme, d'une part, et (ii) une filiale, quelle qu'en soit la forme, détenue, directement ou indirectement, à 100 %, d'autre part
 - B. conclue entre (i) une société-mère, société anonyme, d'une part, et (ii) une filiale, société anonyme, détenue, directement ou indirectement, à 100 %, d'autre part
 - C. conclue à des conditions normales entre (i) une société-mère, société anonyme, d'une part, et (ii) une filiale, quelle qu'en soit la forme, détenue, directement ou indirectement, à 100 %, d'autre part
 - D. conclue à des conditions normales entre (i) une société-mère, société anonyme, d'une part, et (ii) une filiale, quelle qu'en soit la forme, détenue, directement à 100 %, d'autre part
31. Quels sont les apports autorisés dans une SAS ?
- A. Les apports en nature
 - B. Les apports en numéraire
 - C. Les apports en nature et en numéraire
 - D. Les apports en nature, en numéraire et en industrie
32. Quels sont les organes obligatoires dans une SAS ?
- A. Le président
 - B. Le président et le directeur général
 - C. Le président et l'assemblée générale des actionnaires
 - D. Le président et le conseil d'administration
33. Le président de la SAS
- A. est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite des statuts
 - B. est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social
 - C. est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom des associés, dans la limite des statuts

D. est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom des associés, dans la limite de l'objet social

34. La rémunération du président de la SAS est fixée

- A. par l'AG
- B. par le CA
- C. par les actionnaires
- D. dans les conditions prévues par les statuts

35. Certaines décisions doivent être adoptées collectivement par les actionnaires d'une SAS. Il s'agit :

- A. De l'augmentation, de la réduction du capital ; De la fusion, de la scission, de la dissolution et de la transformation de la société ; De la désignation du CAC, s'il y a lieu ; De l'approbation des comptes et de l'affectation des bénéfices.
- B. De l'augmentation, de la réduction du capital ; De la fusion, de la dissolution et de la transformation de la société ; De la désignation du CAC, s'il y a lieu ; De l'approbation des comptes et de l'affectation des bénéfices.
- C. De l'augmentation, de la réduction et de l'amortissement du capital ; De la fusion, de la scission, de la dissolution et de la transformation de la société ; De la désignation du CAC, s'il y a lieu ; De l'approbation des comptes et de l'affectation des bénéfices.
- D. De l'augmentation, de la réduction et de l'amortissement du capital ; De la fusion, de la scission, de la dissolution et de la transformation de la société ; De l'approbation des comptes et de l'affectation des bénéfices.

36. Les conventions réglementées dans les SAS sont celles

- A. intervenant entre la société par actions simplifiée, d'une part, et une autre société par actions simplifiée, à laquelle un dirigeant ou un actionnaire significatif est indirectement intéressé
- B. intervenant entre la société par actions simplifiée, d'une part, et une autre société, à laquelle un dirigeant est indirectement intéressé
- C. intervenant entre la société par actions simplifiée, d'une part, et une autre société, à laquelle un actionnaire significatif est indirectement intéressé
- D. intervenant entre la société par actions simplifiée d'une part et une autre société, actionnaire significatif de la première

37. La clause d'agrément dans les statuts d'une société par actions simplifiée

- A. n'est pas autorisée entre associés
- B. n'est pas autorisée dans le cercle familial des associés
- C. est interdite
- D. est autorisée dans le cercle familial des associés

38. Quelle clause statutaire d'une société par actions simplifiée ne peut être adoptée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés ?

- A. La clause d'exclusion
- B. La clause d'agrément
- C. La clause relative à un changement de contrôle
- D. La clause de préférence

39. Les commanditaires d'une SCA
- A. peuvent désigner le gérant
 - B. disposent d'un droit de veto pour modifier les statuts
 - C. sont rémunérés conformément aux statuts
 - D. nomment les membres du conseil de surveillance
40. Quels sont les apports autorisés dans une SARL ?
- A. Les apports en nature
 - B. Les apports en numéraire
 - C. Les apports en nature et en numéraire
 - D. Les apports en nature, en numéraire et en industrie
41. Combien de personnes peuvent-elles devenir associées d'une SARL
- A. Entre 2 et 150
 - B. Entre 1 et 100
 - C. Entre 1 et 150
 - D. Entre 2 et 100
42. Laquelle des phrases suivantes est-elle correcte ?
- A. Les actions d'une SARL représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins 1/5ème de leur montant
 - B. Les parts sociales d'une SARL représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins 1/5ème de leur montant
 - C. Les parts sociales d'une SARL représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins 1/4 de leur montant
 - D. Les actions d'une SARL représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins 1/4 de leur montant
43. Les futurs associés d'une SARL peuvent décider à l'unanimité de ne pas recourir à un commissaire aux comptes lorsque
- A. la valeur d'aucun apport en nature n'excède la somme de 30.000 euros
 - B. la valeur d'aucun apport en nature n'excède la somme de 40.000 euros
 - C. la valeur d'aucun apport en nature n'excède la somme de 20.000 euros
 - D. la valeur d'aucun apport en nature n'excède la somme de 10.000 euros
44. La révocation d'un gérant d'une SARL doit être décidée
- A. par les associés, à la majorité du nombre des parts sociales
 - B. par les associés, à la majorité du nombre des parts sociales, à moins que les statuts ne prévoient une majorité plus forte
 - C. par les associés, à l'unanimité
 - D. par les associés, à la majorité du nombre d'actions, à moins que les statuts ne prévoient une majorité plus forte
45. Le gérant d'une SARL est révocable par les tribunaux
- A. pour cause légitime à la demande de tout associé
 - B. pour juste motif à la demande de la majorité des associés
 - C. pour cause légitime à la demande de l'assemblée générale des associés

- D. pour juste motif à la demande de l'assemblée générale des associés
46. Si l'action en responsabilité civile est fondée sur un fait qualifié de crime, elle se prescrit par
- A. 10 ans
 - B. 5 ans
 - C. 3 ans
 - D. 20 ans
47. L'action *ut universi* est exercée par
- A. les salariés
 - B. les associés
 - C. la société
 - D. un mandataire ad hoc
48. Les décisions qui modifient les statuts d'une SARL doivent être adoptées
- A. à la majorité simple des parts sociales
 - B. à la majorité des $\frac{3}{4}$ du nombre de parts sociales
 - C. à l'unanimité
 - D. à la majorité qualifiée
49. La cession des parts sociales d'une SARL à un tiers doit recueillir
- A. le consentement de la majorité en nombre des associés représentant la moitié au moins des parts sociales
 - B. le consentement des associés représentant au moins la majorité des parts sociales
 - C. le consentement des associés représentant la majorité absolue des parts sociales
 - D. le consentement en nombre des associés représentant la majorité qualifiée des parts sociales
50. La responsabilité des associés d'une société en nom collectif est
- A. personnelle et illimitée
 - B. illimitée et conjointe
 - C. illimitée et solidaire
 - D. personnelle et solidaire
51. La responsabilité des associés d'une société civile est
- E. personnelle et limitée
 - F. illimitée et conjointe
 - G. illimitée et solidaire
 - H. personnelle et solidaire
52. Laquelle des phrases suivantes est correcte ?
- A. La société en nom collectif est une société « transparente » du point de vue fiscal
 - B. La société en nom collectif est une société « opaque » du point de vue fiscal
 - C. La société en nom collectif est une société en principe « transparente » du point de vue fiscal
 - D. La société en nom collectif est une société « ouverte » du point de vue fiscal

53. Quelles sont les personnes qui ne peuvent pas devenir associés d'une société en nom collectif ?
- A. Les mineurs émancipés
 - B. Les majeurs frappés d'une capacité d'exercer une activité commerciale
 - C. Les majeurs protégés par une mesure de mutuelle
 - D. Les sociétés civiles
54. Les créanciers d'une société en nom collectif peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé, à défaut de paiement par la société
- A. 8 jours au moins après mise en demeure de celle-ci
 - B. 7 jours au moins après mise en demeure de celle-ci
 - C. 6 jours au moins après mise en demeure de celle-ci
 - D. 10 jours au moins après mise en demeure de celle-ci
55. Les créanciers d'une société civile ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé
- A. qu'après avoir vainement poursuivi la société
 - B. qu'après avoir vainement mis en demeure la société
 - C. qu'après 8 jours au moins suivant la mise en demeure de celle-ci
 - D. qu'après 10 jours au moins suivant la mise en demeure de celle-ci
56. Laquelle des phrases suivantes est-elle correcte ?
- A. La signification de la cession de parts sociales peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège réel, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt
 - B. La signification de la cession d'actions peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt
 - C. La signification de la cession d'actions peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par le dirigeant d'une attestation de ce dépôt
 - D. La signification de la cession de parts sociales peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt
57. Si le gérant d'une société en nom collectif dépasse les pouvoirs qui lui ont été attribués dans les statuts
- A. Il engagera sa responsabilité à l'égard des associés
 - B. Il engagera sa responsabilité à l'égard de la société
 - C. Il pourra être révoqué sans juste motif
 - D. Il pourra être révoqué pour juste motif par les autres gérants
58. Le gérant d'une société en nom collectif
- A. engage la société à l'égard des tiers pour les actes qui entrent dans l'objet social
 - B. engage la société à l'égard des associés pour les actes qui entrent dans l'objet social
 - C. engage la société à l'égard des tiers pour les actes qui entrent dans les statuts
 - D. engage la société à l'égard des associés pour les actes qui entrent dans les statuts

59. Laquelle des phrases suivantes est-elle correcte ?

- A. Dans les SA cotées ou dépassant certains seuils pendant 3 ans consécutifs (250 salariés et 50 millions de chiffre d'affaires ou de bilan), la proportion des administrateurs de chaque sexe doit être d'au moins 40 %.
- B. Dans les SA cotées ou dépassant certains seuils pendant 2 ans consécutifs (250 salariés et 50 millions de chiffre d'affaires ou de bilan), la proportion des administrateurs de chaque sexe doit être d'au moins 40 %.
- C. Dans les SA cotées ou dépassant certains seuils pendant 3 ans consécutifs (500 salariés et 50 millions de chiffre d'affaires ou de bilan), la proportion des administrateurs de chaque sexe doit être d'au moins 40 %.
- D. Dans les SA cotées ou dépassant certains seuils pendant 3 ans consécutifs (200 salariés et 50 millions de chiffre d'affaires ou de bilan), la proportion des administrateurs de chaque sexe doit être d'au moins 40 %.

60. Laquelle des affirmations suivantes est-elle correcte ?

- A. Dans les sociétés dont les salariés détiennent plus de 3% du capital, des administrateurs pris parmi les salariés actionnaires sont élus par l'assemblée des actionnaires
- B. Dans les sociétés par actions simplifiées dont les salariés détiennent plus de 3% du capital, des administrateurs pris parmi les salariés actionnaires sont élus par l'assemblée des actionnaires
- C. Dans les sociétés anonymes cotées dont les salariés détiennent plus de 3% du capital, des administrateurs pris parmi les salariés actionnaires sont élus par l'assemblée des actionnaires
- D. Dans les sociétés anonymes cotées dont les salariés détiennent plus de 5% du capital, des administrateurs pris parmi les salariés actionnaires sont élus par l'assemblée extraordinaire des actionnaires